



# IRDA PARIS

Institut de recherche  
en droit des affaires  
de Paris

## Revue des sommaires

Jeudi 12 décembre 2024

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

# Recueil Dalloz

> hebdomadaire  
200<sup>e</sup> année  
12 décembre 2024  
n° 43 / 8064<sup>e</sup>  
pages 2105 à 2160



Version numérique incluse\*



322443



9 782993 224434

## ÉDITORIAL

2105 Le droit comme farce. Suite, Michel Vivant

## ACTUALITÉS

2109 Vente (enchères publiques) : erreur du vendeur sur les qualités substantielles  
2114 Compétence européenne (logiciel) : développement pour un client d'un autre État

## POINT DE VUE

2115 L'intelligence artificielle, le juge européen et les « données de santé » :  
quelles limites à la qualification par inférence ?, Francis Megerlin et Erwan Pinilla

## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

**Chronique de jurisprudence de la Cour de cassation :**

- 2122 Première chambre civile, Éloi Buat-Ménard, Sonia Lion, Charlotte de Cabarrus, Agnès Daniel et Stéphanie Robin-Raschel  
2128 Deuxième chambre civile, Françoise Jollec, Claire Bohnert, Samuel Ittah, Xavier Pradel, Carine Dudit et Matthieu Labaune-Kiss  
2137 **Panorama** : Concurrence interdite – Concurrence déloyale et parasitisme, Centre de droit économique et du développement Yves Serra (EA n° 4216)  
2149 **Notes** : Sous-cautionnement et effet interruptif de la prescription attaché à la déclaration de créance de la caution au passif du débiteur principal, note sous Com. 9 oct. 2024, David Sindres  
2153 Jusqu'à leur conversion, les obligations convertibles en actions sont des obligations ayant la nature de titre de créance, note sous Com. 18 sept. 2024, Pauline Pailler  
2156 Conditions de conformité à l'ordre public international de procédure d'un rejet de demande de production de pièces par un tribunal arbitral, note sous Civ. 1<sup>re</sup>, 18 sept. 2024, Philippine Blajan

## ENTRETIEN

2160 Vincent Rivollier – Le Fonds d'indemnisation des victimes de pesticides

Lefebvre Dalloz

DA|LOZ

# Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz  
10 place des Vosges - CS 90358  
92072 Paris La défense Cedex  
Tél. (Rédaction) 0786620357  
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,  
**KETTY DE FALCO**  
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,  
**CAROLINE SORDET**  
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,  
**HÉLÈNE HOCH**  
**CONSEIL SCIENTIFIQUE**  
ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DISSAUX,  
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE  
**DIRECTRICE SCIENTIFIQUE**  
PASCALE DEUMIER  
**RÉDACTION**

#### • DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

#### • RÉDACTION

Maëlle HARSCOUEÛT DE KERAUEL (01 40 64 53 79)

#### • CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET  
Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER  
Contrat d'affaires : Xavier DELPECH  
Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH  
Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD  
Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET  
Société et marché financier : Alain LIENHARD

#### • ÉDITION-RÉALISATION

##### Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)  
Laurence BREUZÉ-DINNAT (01 40 64 54 81)

##### Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

#### • ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice  
ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER

src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1 064,90 € TTC

Étranger : 1 109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Décembre 2024

#### Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié  
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal  
Taux de fibres recyclées : 0 %  
Prot : 0,08 kg/t

## SOMMAIRE

### ÉDITORIAL

Michel Vivant

2105

Le droit comme farce. Suite.

## ACTUALITÉS

### 2108 DROIT DES AFFAIRES

Consommation  
Pratique commerciale déloyale (notion  
de produit) : vente au prix de l'évaluation,  
CJUE 5 déc. 2024

### 2108 DROIT CIVIL

Bien-Propriété  
Servitude de passage (canalisation de gaz) :  
déclaration d'utilité publique,  
Civ. 3<sup>e</sup>, 28 nov. 2024  
Contrat-Responsabilité-Assurance  
Vente (enchères publiques) : erreur  
du vendeur sur les qualités substantielles,  
Civ. 1<sup>re</sup>, 4 déc. 2024  
Accident automobile (recours subrogatoire) :  
exclusion du forfait hospitalier,  
Civ. 2<sup>e</sup>, 28 nov. 2024  
Préjudice (réparation intégrale) :  
pas de contrôle de l'utilisation des fonds,  
Civ. 2<sup>e</sup>, 28 nov. 2024

### 2110 DROIT IMMOBILIER

Bail  
Bail rural (renouvellement) : améliorations  
irrégulièrement apportées,  
Civ. 3<sup>e</sup>, 28 nov. 2024

### 2111 DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Procédure pénale  
Douanes (droit de visite) : inconstitutionnalité  
et défaut de conventionnalité, *Crim.* 4 déc. 2024

### 2112 DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail  
Télétravail (Covid-19) : attribution d'une prime  
de pouvoir d'achat, *Soc.* 4 déc. 2024  
Travail dissimulé (intention) : logement  
de fonction gratuit, *Soc.* 4 déc. 2024  
Inaptitude du salarié (reclassement) :  
manquement de l'employeur, *Soc.* 4 déc. 2024  
Journaliste (rupture du contrat) : mise en œuvre  
de la clause de cession, *Soc.* 4 déc. 2024  
Alsace-Moselle (absence du salarié) : garantie  
de maintien de salaire, *Soc.* 4 déc. 2024  
Salaire (demande de rappel) : application  
de la prescription triennale, *Soc.* 4 déc. 2024  
Sécurité sociale  
Cotisations sociales (paiement) : portée  
de l'attestation de vigilance, *Civ.* 2<sup>e</sup>, 5 déc. 2024

### 2114 PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile  
Compétence européenne (logiciel) :  
développement pour un client d'un autre État,  
CJUE 28 nov. 2024

Le prochain numéro du Recueil  
paraîtra le 26 décembre 2024



2115

L'intelligence artificielle, le juge européen et les « données de santé » : quelles limites à la qualification par inférence ?  
par Francis Megerlin et Erwan Pinilla



## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

### CHRONIQUE

2118

L'application dans le temps des nouveaux textes sur l'obligation d'information de la caution  
par Antoine Gouézel

### CHRONIQUE DE LA COUR DE CASSATION

2122

Première chambre civile  
par Éloi Buat-Ménard, Sonia Lion,  
Charlotte de Cabarrus, Agnès Daniel  
et Stéphanie Robin-Raschel

2128

Deuxième chambre civile  
par Françoise Jollec, Claire Bohnert,  
Samuel Ittah, Xavier Pradel, Carine Dudit  
et Matthieu Labaune-Kiss

### PANORAMA

2137

Concurrence interdite –  
Concurrence déloyale et parasitisme  
septembre 2023 – octobre 2024  
par le Centre de droit économique  
et du développement Yves Serra (EA n° 4216)

### NOTES

2149

Sous-cautionnement et effet interruptif de la prescription  
attaché à la déclaration de créance de la caution au passif  
du débiteur principal, *note sous Com. 9 oct. 2024*  
par David Sindres

2153

Jusqu'à leur conversion, les obligations convertibles  
en actions sont des obligations ayant la nature  
de titre de créance, *note sous Com. 18 sept. 2024*  
par Pauline Pailler

2156

Conditions de conformité à l'ordre public  
international de procédure d'un rejet de demande  
de production de pièces par un tribunal arbitral,  
*note sous Civ. 1<sup>re</sup>, 18 sept. 2024*  
par Philippine Blajan



2160

Vincent Rivollier –  
Le Fonds d'indemnisation des victimes de pesticides

### À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

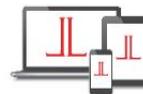
Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



\*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également  
votre revue numérique  
sur [Dalloz-Revues.fr](http://Dalloz-Revues.fr)



QUESTION D'ACTUALITÉ  
**RÈGLEMENT LISTING ACT :  
MODIFICATION  
DES RÈGLEMENTS ABUS  
DE MARCHÉ ET PROSPECTUS**

Le Listing Act vise à renforcer l'attractivité des marchés financiers en allégeant les obligations des émetteurs.

28



[www.efl.fr](http://www.efl.fr)



À LA UNE

**Entreprise en difficulté** - Seul le représentant permanent de la société dirigeante peut être condamné en comblement de passif

8

**Contrats** - Rétractation d'une promesse unilatérale de vente et appréciation de la viabilité du prix

10

**Concurrence** - Les clauses de parité tarifaire imposées par Booking.com ne sont pas des restrictions accessoires

22

**Lefebvre Dalloz**

 EDITIONS  
FRANCIS LEFEBVRE



## Sociétés

- 4 - Suppression de l'interdiction d'user de la visioconférence par le conseil d'administration
- 5 - Juste motif de retrait d'une société de multipropriété
- 5 - Calcul du délai de mise en œuvre d'une garantie de passif
- 6 - Responsabilité d'un associé vis-à-vis des contractants de la société
- 7 - Inopposabilité aux tiers des actes non publiés au RCS

## Entreprise en difficulté

- 8 - Condamnation d'un représentant permanent en comblement de passif
- 9 - Déclaration de la cessation des paiements

## Contrats

- 10 - Promesse unilatérale de vente
- 11 - Appréciation de l'indépendance de l'agent commercial

## Biens de l'entreprise

- 12 - Parasitisme
- 13 - Bail commercial à l'expiration du bail dérogatoire

## Concurrence

- 14 - Modalités du contrôle du respect des délais de paiement
- 15 - Encadrement des promotions

## Compliance

- 16 - Directive CSRD : questions-réponses de la Commission
- 18 - Antiblanchiment : autorité de supervision européenne

## Et aussi...

- 20 - Lieu d'exécution d'un contrat de prestation de services
- 20 - Interprétation d'une clause d'arbitrage

## Commentaires

- 22 - Clause de parité tarifaire
- 23 - Location meublée touristique

## Veille

- 37 - Veille fiscale et sociale



## QUESTION D'ACTUALITÉ



**28**

**RÈGLEMENT LISTING ACT :  
MODIFICATION DES RÈGLEMENTS  
ABUS DE MARCHÉ ET PROSPECTUS**

REVUE LAMY

# Droit des Affaires

## Chronique : Contrats d'affaires

*Jean BRUSCHI, Cédric DUBUCQ, Tristan GIRARD-GAYMARD et Jacques MESTRE*

- La reconnaissance unanime de la qualité d'associé au conjoint commun en biens qui a préalablement renoncé à revendiquer cette qualité  
*Deen GIBIRILA*
- La portée de la non reprise des poursuites à l'issue de la clôture d'une liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif  
*Gaëtan MARAIN*
- La nouvelle directive européenne sur le devoir de vigilance : promotion des clauses éthiques et durcissement de la responsabilité civile des entreprises  
*Dalia BOUDJELLAL, Emmanuel DAOUD, Christine GENDRE*
- La garantie du principe d'indépendance du franchisé en matière de franchise participative : étude jurisprudentielle  
*Aurélie DARDENNE*
- Courtiers, service de conseil et crédits aux professionnels  
*Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE*

**209** | MENSUEL  
DÉCEMBRE 2024

## Conseil scientifique

### Marie-Pierre BLIN-FRANCHOMME :

Maître de conférences HDR Université Toulouse Capitole, chargée de mission développement durable

### Jean-Michel de CARMO SILVA :

Professeur de droit, Grenoble École de Management

### Emmanuel DAOUD :

Avocat associé, Cabinet VIGO

### Jack DEMAISON :

Avocat associé, SIMON Associés

### Laurence Caroline HENRY :

Professeur - Avocat général en service extraordinaire à la chambre commerciale de la Cour de cassation

### Arnaud LECOURT :

Maître de conférences, Université de Pau et des pays de l'Adour

### Jacques MESTRE :

Professeur agrégé des Facultés de droit

### Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de droit, Université Jean Moulin - Lyon 3

**Éditeur :** Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

**Représentant légal :** Guillaume Deroubaix

**Associé unique :** Karnov HoldCo France

**Directeur de la publication :** Guillaume Deroubaix

**Directrice des rédactions :** Sylvie Duras

**Rédacteur en chef :** Brice Lemerrier

**Ont collaboré à ce numéro :**

Annabelle Grosjean, Victoria Mauriès, Rolanda Ondo, Brintha Selvachandran

**Dépôt légal :** à parution

**Prix au numéro :** 65,34 € TTC

**N°ISSN (version en ligne) :** 2109-9367

**N°ISSN (version imprimée) :** 1279-8401

**Périodicité :** mensuel

**N°CPPAP :** 0125 T 87146

**Crédit photos :** Getty Images

**Imprimeur :** Dupliprint

733 rue Saint-Léonard - 53147 Mayenne

**Origine du papier :** Pologne

**Taux de fibres recyclées :** 0%

**Certification :** PEFC

**Eutrophisation :** Ptot 0.02 kg/tonne

**Pour contacter le service client :**

**N°Cristal 09 69 39 58 58**

APPEL NON SURTAXÉ

**Courriel :** contact@lamyliaisons.fr

**Internet :** www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

Cette revue peut être référencée de la manière suivante : RLDA 2024/209, n° 8080 (année/n° de la revue, n° du commentaire)

# Sommaire

## ACTUALITÉS

**FOCUS** ..... P. 4

**LES ESSENTIELS DU MOIS** ..... P. 7

**SOCIÉTÉS COMMERCIALES** ..... P. 14

- La reconnaissance unanime de la qualité d'associé au conjoint commun en biens qui a préalablement renoncé à revendiquer cette qualité

*Deen GIBIRILA*

**ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ** ..... P. 19

- La portée de la non reprise des poursuites à l'issue de la clôture d'une liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif

*Gaëtan MARAIN*

## PERSPECTIVES

**CHRONIQUE** ..... P. 23

- Contrats d'affaires

*Jean BRUSCHI, Cédric DUBUCQ, Tristan GIRARD-GAYMARD et Jacques MESTRE*

**ANALYSE** ..... P. 33

- La nouvelle directive européenne sur le devoir de vigilance : promotion des clauses éthiques et durcissement de la responsabilité civile des entreprises

*Dalia BOUDJELLAL, Emmanuel DAOUD, Christine GENDRE*

**ETUDES** ..... P. 40

- La garantie du principe d'indépendance du franchisé en matière de franchise participative : étude jurisprudentielle P. 40

*Aurélien DARDENNE*

- Courtiers, service de conseil et crédits aux professionnels P. 46

*Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE*

# DROIT & PATRIMOINE

LE MENSUEL  
DE TOUS  
LES PRATICIENS  
DU DROIT

N°351 • Novembre 2024

Prix au n° : 43,58 € HT – 44,50 € TTC. Abonnement annuel : 475,02 € HT – 485 € TTC.

DOSSIER

## PATRIMOINE ET DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE



ÉCLAIRAGE

Les freins  
psychologiques  
au développement  
de l'amiable

CHRONIQUE

Vers une rationalisation  
du droit de l'assurance-vie

# DROIT & PATRIMOINE

NOVEMBRE 2024 • N° 351

## ACTUALITÉ

### ÉCLAIRAGE

#### Les freins psychologiques au développement de l'amiable..... 6

C'est à l'occasion de la semaine de l'amiable que, le 17 octobre 2024, les barreaux de Marseille et d'Aix-en-Provence ont présenté une étude réalisée par le cabinet Egidio, avec le soutien de l'université d'Aix-Marseille et du premier président de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, laquelle, grâce à la méthode éprouvée de la recherche action, offre un intéressant éclairage sur l'attitude des avocats et des magistrats face à l'amiable.

### ENTRETIEN

#### Si toutes les bâtonnières du monde voulaient se donner la main... ..8

Le jeudi 24 octobre 2024, à l'occasion du 19e Women's Forum for the Economy and Society qui se tenait à la Maison de la Chimie, la vice-bâtonnière de Paris, Vanessa Bousardo, a lancé l'initiative Bâtonnières du Monde. Un collectif qui a vocation à rassembler les avocates qui exercent ou ont exercé des responsabilités au sein de leur barreau, avec pour objectif l'inclusion au sein de la société judiciaire et plus largement de la société civile.

### PROFESSIONS

#### Présentation du nouveau bureau du CSN..... 10

Le 22 octobre 2024, le Conseil supérieur du notariat a élu les membres de son nouveau bureau pour les deux ans à venir et présenté les grandes lignes de la nouvelle mandature.

## DOSSIER

# PATRIMOINE et droit de l'Union européenne

- **Droit de propriété et principe de neutralité des traités..... 17**  
Claude BLUMANN Professeur émérite de l'université Paris-Panthéon-Assas
- **La circulation des biens culturels  
entre contrôle et interdiction..... 20**  
Hélène DUPIN avocate associée au sein du cabinet HDA  
et Marie ALLAND avocate au sein du cabinet HDA
- **Patrimoine et libre circulation des capitaux..... 23**  
Fabrice PICOD Professeur à l'Université Paris-Panthéon-Assas  
Directeur du centre de droit européen
- **Le patrimoine sous l'angle du droit de la concurrence :  
la question des aides d'État ..... 27**  
Olivier PEIFFERT Maître de conférences (université Sorbonne  
Nouvelle - ICEE) Référendaire au Tribunal de l'Union européenne (1)

# SOMMAIRE

ACTUALITÉ · PRATIQUE · ANALYSE · DOSSIER · JURISPRUDENCE

## ANALYSE

PROCÉDURE D'APPEL

**Le décret du 29 décembre 2023 : une réforme  
a minima de la procédure d'appel**..... 12

## CHRONIQUE

ASSURANCE-VIE

**Vers une rationalisation du droit de l'assurance-vie  
Juillet 2023 à septembre 2024**..... 43

DROITS DES BIENS PUBLICS

**Chronique de droit des biens publics  
1<sup>er</sup> septembre 2023-1<sup>er</sup> septembre 2024**..... 56

• **La fiscalité du patrimoine à l'épreuve  
du droit de l'Union européenne**..... 30

Alexandre MAITROT DE LA MOTTE Professeur à l'université  
Paris-Est Créteil Président d'université Paris-Est

• **Patrimoine, architecture, aménagement  
du territoire**..... 33

Francis HAUMONT Professeur émérite de l'UCLouvain Avocat

• **Patrimoine et conflits européens de juridictions :  
existe-t-il un for européen du patrimoine ?**..... 36

Petra HAMMJE et Valérie PIRONON Professeurs à Nantes Université

• **Patrimoine et conflits de lois**..... 39

Marie GORÉ Professeur à l'Université Paris Panthéon-Assas Directrice  
de l'Institut de droit comparé

# Actualité des procédures collectives, n° 20 du 06 décembre 2024

---

## Sommaire du numéro

### Repère

PLAN DE CESSION

**Agriculteur en difficulté : le sort du bail rural enfin laissé à l'appréciation du tribunal !**

N° 233 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

### Alertes

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

**Contestation de la mise en vente d'un bien personnel de l'entrepreneur individuel**

N° 234

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | DÉCLARATION DE CRÉANCE

**L'exception d'inexécution ne suppose pas une déclaration de créance**

N° 235 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | DÉCLARATION DE CRÉANCE

**La déclaration de créance interrompt la prescription à l'égard du débiteur et du codébiteur jusqu'à la clôture de la liquidation judiciaire**

N° 236

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONTESTATION DES CRÉANCES

**Quand une cour d'appel confirme l'ordonnance du juge-commissaire ayant invité l'une des parties à saisir la juridiction compétente dans le délai d'un mois à compter de sa notification, l'arrêt se substitue à l'ordonnance attaquée et la notification de cet arrêt fait courir un nouveau délai de forclusion d'un mois**

N° 237 - Par Thierry LE BARS

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | INSTANCE EN COURS

**Les instances reprises ne peuvent tendre qu'à la fixation du montant des créances antérieures**

N° 238

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | PLAN DE CESSION

**Procédure collective agricole : précisions sur le choix du repreneur des baux ruraux**

N° 239

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | DESSAISSEMENT

**Droit propre du débiteur à exercer une voie de recours contre une décision statuant sur des créances déclarées au passif de la procédure**

N° 240

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RÉALISATION DE L'ACTIF

**Inapplication de l'interdiction des poursuites à la vente forcée de la résidence principale initiée par un créancier non professionnel**

N° 241 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

**Exclusion de la qualité de dirigeant de fait d'une société mère**

N° 242

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

**Exclusion de la qualité de dirigeant de fait d'une banque**

N° 243

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

**Exclusion du passif né après l'ouverture de la procédure pour la détermination de l'insuffisance d'actif**

N° 244

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ DES TIERS

**Irrecevabilité de l'action en responsabilité engagée par un associé contre le liquidateur de la société**

N° 245

[Consulter le PDF](#)

# Cahiers de droit de l'entreprise, n° 6 du 01 novembre 2024

---

## Sommaire du numéro

### Éditorial



RESPONSABILITÉ PÉNALE DES PERSONNES MORALES

**Responsabilité pénale des personnes morales : l'absorbante est (de plus en plus) pénalement responsable de l'absorbée**

N° 6 - Par Philippe BOUCHEZ EL GHOZI

[Consulter le PDF](#)

### Deux mois déjà



DROIT DES AFFAIRES

**Fraude au président : responsabilité du banquier en cas d'exécution d'un virement frauduleux.**

N° 117

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

**Modernisation des modalités de réunion des assemblées et de consultation des organes de décision des sociétés commerciales.**

N° 118

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

**Représentant de la masse des obligataires et mesure d'instruction avant tout procès : qualité pour agir.**

N° 119

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

**Les think-tanks ne sont pas, par principe, des représentants d'intérêts.**

N° 120

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

**Renforcement de l'équilibre femmes-hommes dans les organes de direction des sociétés.**

N° 121

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

**Appréciation de la date de connaissance d'un vice caché dans une chaîne de contrats.**

N° 122

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

**Travaux supplémentaires non couverts par un cautionnement : quid de l'opposabilité de la cession de créances envers le maître d'ouvrage ?**

N° 123

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

**Spoofting téléphonique et responsabilité du banquier.**

N° 124

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

**Tout savoir sur les contrôles des délais de paiement interentreprises.**

N° 125

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

**Adaptation de la loi sur les influenceurs aux règles de l'UE.**

N° 126

[Consulter le PDF](#)

DROIT FISCAL

**Crédit d'impôt industrie verte (C3IV) : tolérance administrative relative à l'acquisition d'actifs corporels auprès d'une centrale d'achats.**

N° 127

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

**Compétence territoriale des conseils de prud'hommes : une règle d'ordre public.**

N° 128

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

**Caractérisation du coemploi.**

N° 129

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

**Cotisation sociale - Urssaf : portée de la nullité de la mise en demeure.**

N° 130

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

**Licenciement pour motif économique : précisions sur les offres de reclassement.**

N° 131

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

**Reclassement du salarié inapte : l'employeur doit justifier du périmètre du groupe.**

N° 132

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

**Indemnisation de la salariée dont le licenciement est nul en raison de sa grossesse et qui ne demande pas sa réintégration.**

N° 133

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

## Renforcement de l'équilibre femmes-hommes dans les organes de direction des sociétés.

N° 134 - Par Olivier DE MATTOS

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

## Tout savoir sur les contrôles des délais de paiement interentreprises.

N° 135 - Par Olivier DE MATTOS

[Consulter le PDF](#)

## Table ronde



DEVOIR DE VIGILANCE

## RSE et devoir de vigilance en droit du commerce international et droit de l'Union européenne/CSR and due diligence in international commercial law

N° 6 - Par Filali OSMAN , Ahmet CEMIL YILDIRIM , Bilal ATMANI , Nader M. IBRAHIM , Marcellin JEHL , Eliaz LE MOULEC , Sandrine CLAVEL , Gilles LHUILLIER , Benoît PIGÉ , Najet BRAHMI ZOUAOUI et Sofiane HEBIB

[Consulter le PDF](#)

## Dossier



POLITIQUE INDUSTRIELLE

## Régulation et politique industrielle

N° 36 - Par Sébastien PIMONT

[Consulter le PDF](#)

RÉGULATIONS SECTORIELLES

## Le rôle des régulations sectorielles dans la mise en oeuvre d'une politique industrielle européenne

N° 37 - Par Emmanuel GLASER , Emmanuelle WARGON , Thierry GUIMBAUD , Roch-Olivier MAISTRE et Frédéric MARTY

[Consulter le PDF](#)

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

## La régulation est-elle de nature à favoriser ou à ralentir le développement industriel de l'Intelligence artificielle en Europe ?

N° 38 - Par Marie-Laure DENIS , Emmanuel COMBE , Beatriz BOTERO ARCILA , Olivier FREGET et Julie KLEIN

[Consulter le PDF](#)

## Cahiers pratiques



DIRECTION GÉNÉRALE | CYBERRÉSILIENCE

## La cyberrésilience au coeur des produits du marché européen

N° 26 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION FINANCIÈRE | TVA

## Harmonisation européenne et entrée en vigueur de trois régimes de TVA

N° 27 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION COMMERCIALE | BAIL COMMERCIAL

### Du refus du renouvellement d'un bail commercial à la perte du droit à agir en réparation en cas de bail révolu « sans droit ni titre » et à la réaffirmation du droit au maintien dans les lieux

N° 28 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | LICENCIEMENT IRRÉGULIER

### Heurs et malheurs du préjudice nécessaire en droit du travail

N° 29 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION | DONNÉES PERSONNELLES

### Clause de violation de données personnelles dans les contrats : retours d'expérience

N° 30 - Par Julie SCHWARTZ

[Consulter le PDF](#)

# La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 49 du 09 décembre 2024

---

## Sommaire du numéro

### La Semaine du droit

ÉDITO

#### L'ironie judiciaire

N° 1444 - Par Christophe JAMIN

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCRÉATION MÉDICALEMENT ASSISTÉE

#### PMA post mortem : la disparition du « projet parental » justifie l'interdiction pour le Conseil d'État

N° 1445

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | NATIONALITÉ

#### Acquisition par déclaration : date à laquelle doit être appréciée la condition de durée de résidence habituelle en France

N° 1446

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURES CIVILES D'EXÉCUTION

#### Suppression de la compétence du JEX pour connaître des contestations portées à l'encontre des mesures d'exécution forcée de nature mobilière

N° 1447

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

#### Journal officiel du 28 novembre au 4 décembre 2024

N° 1448

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

#### Arrêts P de la Cour de cassation du 18 au 24 novembre 2024

N° 1449

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCES TERRESTRES

#### Assurance automobile obligatoire : clair-obscur autour du recours en contribution dirigé contre l'élève de moto-école et son assureur

N° 1450 - Par Agnès PIMBERT

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

## **Intervention en saisie des rémunérations sur le fondement d'une ordonnance portant injonction de payer : l'opposition recherche son point de départ**

N° 1451 - Par Abdoul YATERA

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

## **Journal officiel du 28 novembre au 4 décembre 2024**

N° 1452

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

## **Arrêts P de la Cour de cassation du 18 au 24 novembre 2024**

N° 1453

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | RESPONSABILITÉ CIVILE DU BANQUIER

## **Précisions sur le droit applicable à certaines formes de « spoofing »**

N° 1454 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

## **Arrêts P de la Cour de cassation du 18 au 24 novembre 2024**

N° 1455

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | IMPÔTS ET CONTRIBUTIONS

## **Des avantages fiscaux sous condition de respect des obligations déclaratives**

N° 1456 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

## **Revenus distribués : échanges mère-fille**

N° 1457 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CERTIFICATS D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

## **Modification de l'article R. 221-19 du Code de l'énergie pour intégrer les nouvelles dispositions sur les certificats d'économies d'énergie**

N° 1458

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

## **Journal officiel du 28 novembre au 4 décembre 2024**

N° 1459

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

## **Arrêts A du Conseil d'État et P de la Cour de cassation du 18 au 24 novembre 2024**

N° 1460

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ACTES ADMINISTRATIFS

## **La compétence réglementaire du premier ministre démissionnaire élu au Parlement**

N° 1461 - Par Marcia CHEVRIER

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | INTERDICTION DE DISCRIMINATION

## **Différence de traitement fondée sur l'âge**

N° 1462 - Par Frédéric SUDRE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT D'ACCÈS À UN TRIBUNAL

## Interprétation excessivement formaliste de la Cour de cassation

N° 1463 - Par Laure MILANO

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | SUBVENTIONS

## Défense contre les importations qui font l'objet de subventions de la part de pays tiers

N° 1464 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | TVA

## Distinction au regard de la TVA entre une somme indemnitaire et le paiement de la somme convenue

N° 1465 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | RÉFÉRÉ-LIBERTÉ

## Blocage temporaire du réseau social Tik Tok en Nouvelle-Calédonie

N° 1466 - Par Sabrina LAVRIC

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

## L'avenir à construire !

N° 1467 - Par Carole DUPOUEY-DEHAN

[Consulter le PDF](#)

## La Semaine de la doctrine



CHRONIQUES | AVOCATS

## Avocats

N° 1468 - Par Stéphanie GRAYOT-DIRX , Stéphane BORTOLUZZI , Cécile CASEAU-ROCHE , Charles VAUTROT-SCHWARZ et Frédéric FORGUES

[Consulter le PDF](#)

CHRONIQUES | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

## Droit et Intelligence artificielle

N° 1469 - Par Gaëlle MARTI , Lucie CLUZEL-MÉTAYER et Samir MERABET

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | ARBITRAGE

## L'arbitrage international, un classique intemporel

N° 1470 - Par Charles NAIRAC

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

## DOMAT : Le précurseur du Code civil - 1625-1696

N° 1471

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | UNIVERSITÉS

## Reprise des travaux de la Conférence d'agrégation de droit privé et de sciences criminelles

N° 1472

[Consulter le PDF](#)

## La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | BÂTONNAT

### **3 Questions à Thomas Baudesson et Clarisse Surin, candidats au co-bâtonnat du barreau de Paris**

N° 1473

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | BÂTONNAT

### **3 Questions à Frédéric Chhum et Christine Maran, candidats au bâtonnat et au vice-bâtonnat du barreau de Paris**

N° 1474

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | BÂTONNAT

### **3 Questions à Louis Degos et Carine Denoit-Benteux, candidats au bâtonnat et au vice-bâtonnat du barreau de Paris**

N° 1475

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | BÂTONNAT

### **3 Questions à Hannelore Schmidt et Benoit Deniau, candidats au bâtonnat et au vice-bâtonnat du barreau de Paris**

N° 1476

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | ORGANISATION JUDICIAIRE

### **Modification de diverses dispositions relatives à l'organisation judiciaire**

N° 1477

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROCÉDURE PÉNALE

### **Nouvelle hausse du nombre de personnes sur les listes des jurés**

N° 1478

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROCÉDURE PÉNALE

### **Montant de certains plafonds d'indemnisation devant la CIVI**

N° 1479

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | CRIMES ET DÉLITS

### **10 ans des juridictions inter-régionales spécialisées**

N° 1480

[Consulter le PDF](#)

# La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 50 du 12 décembre 2024

---

## Sommaire du numéro

### Échos de la pratique

#### MARCHÉ FINANCIER

**3 QUESTIONS - La réforme de la cote par les directives et le règlement européens du 23 octobre 2024**

N° 956 - Par Thierry BONNEAU

#### ENTREPRISE

**Transition carbone : publication d'un guide sur l'analyse de la performance des entreprises**

N° 957

#### BIBLIOGRAPHIE

**Les contrats électroniques. Principaux régimes d'indemnisation**

N° 958

#### BIBLIOGRAPHIE

**Les cyberrisques**

N° 959

#### DONNÉES CHIFFRÉES

**Formation professionnelle des CAC : bilan 2023**

N° 960

### Actualités

#### AFFAIRES | AVOCAT

**Secret professionnel de l'avocat : résistance et incohérence des juridictions françaises**

N° 961 - Par Margot SEVE , Joydeep SENGUPTA et David APELBAUM

#### AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

**Union des marchés des capitaux : les textes portant révision du paquet « EMIR » sont publiés**

N° 962

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

**Modifications du règlement général de l'AMF : nouvelles obligations pour les sociétés de gestion de portefeuille et les FCPR**

N° 963

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

**Mesures d'adaptation du Code de la consommation à l'entrée en vigueur du règlement européen sur la sécurité des produits**

N° 964

AFFAIRES | VENTE

**Promesse unilatérale de vente : engagement définitif du promettant et date d'appréciation de la viabilité du prix**

N° 965

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

**Obligation de reclassement du salarié inapte : l'employeur doit agir rapidement**

N° 966

SOCIAL | DISCRIMINATION

**Le Conseil constitutionnel saisi sur la rétroactivité de l'action de groupe en matière de discrimination**

N° 967

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

**Mises à jour du BOSS : précisions sur les allègements généraux, avantages en nature et effectif au 1er décembre 2024**

N° 968

SOCIAL | RÉMUNÉRATION

**Délai de prescription de la demande en rappel de salaire liée à la contestation de la qualité de cadre dirigeant**

N° 969

SOCIAL | RÉMUNÉRATION

**Logement de fonction : défaut de déclaration de cet avantage en nature par l'employeur**

N° 970

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

**Imposition minimale mondiale : nouvelles obligations déclaratives**

N° 971

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

**Revenus distribués : échanges mère-fille**

N° 972

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

**Réductions d'impôt en faveur des jeunes entreprises innovantes**

N° 973

FISCAL | LOI DE FINANCES

## Rejet des textes budgétaires : et maintenant ?

N° 974

### Études et commentaires



AFFAIRES | ENTREPRISE

## RSE

N° 1361 - Par Bernard TEYSSIÉ

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

## Cession de parts sociales et déterminabilité du prix

N° 1362 - Par Cédric LATIL

AFFAIRES | CONCILIATION

## L'obligation de confidentialité à l'épreuve de la réglementation prudentielle bancaire : une conciliation top secrète !

N° 1363 - Par Antoine BRÛLÉ

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

## REDRESSEMENT JUDICIAIRE - État des créances - Contestation - Ordre des paiements - Privilège de new money - Créancier gagiste

N° 1364

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

## CONCILIATION - Office du juge - Résiliation d'un contrat - Suspension

N° 1365

AFFAIRES | CONCURRENCE

## Le parasitisme selon la Cour de cassation

N° 1366 - Par Aurélie BALLOT-LÉNA et Georges DECOCCQ

AFFAIRES | INFRACTIONS ÉCONOMIQUES

## Présentation de l'AMLA, la nouvelle Autorité européenne de LCB-FT

N° 1367 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

AFFAIRES | ASSURANCE SUR LA VIE

## Les EMTN admis sur un marché reconnu peuvent constituer les supports d'un contrat d'assurance sur la vie en unités de compte

N° 1368 - Par Pauline PAILLER

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

## BANQUE - Responsabilité du banquier - Virement - Principe de non-ingérence - Investissement financier - Lutte contre blanchiment et le financement du terrorisme

N° 1369

SOCIAL | ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

## La vacance d'un siège par annulation de l'élection d'un candidat appartenant au genre surreprésenté

N° 1370 - Par Franck PETIT

FISCAL | PRIX DE TRANSFERT

## Prix de transfert : la CAA de Paris prend position sur la facturation de services intragroupe à prix coûtant et sur l'application de la jurisprudence SOFINA sur les revenus réputés distribués à l'étranger

N° 1371 - Par Romain DESMONTS et Rémi DALMAU

# Revue des procédures collectives civiles et commerciales, n° 6 du 01 novembre 2024

---

## Sommaire du numéro

### Repère



PROCÉDURE DE TRAITEMENT DE SORTIE DE CRISE

#### La PTSC, une procédure à (re)découvrir

N° 6 - Par Philippe ROUSSEL GALLE

[Consulter le PDF](#)

### Alertes



ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE

#### 15 juin - 15 août 2024

N° 36 - Par Florent PETIT

[Consulter le PDF](#)

FOCUS | HOMMAGE

#### Hommage à Stephen Almaseanu (1968-2024)

N° 37 - Par Christophe DELATTRE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

#### Une année record en matière de défaillances d'entreprises selon l'AGS

N° 38

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PRÊT GARANTI PAR L'ÉTAT

#### Prêt garanti par l'État : les entreprises pourront-elles rembourser ? Éclairage du Conseil d'analyse économique

N° 39

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DÉFAILLANCE D'ENTREPRISE

#### Altarex publie son étude relative aux défaillances et sauvegardes d'entreprises

N° 40

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DÉFAILLANCE D'ENTREPRISE

#### Défaillances d'entreprises : bilan au 3e trimestre 2024 du groupe BPCE

N° 41

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DÉLAIS DE PAIEMENT

## Stabilisation des délais de paiement des fournisseurs en 2023

N° 42

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRENEURS EN DIFFICULTÉ

## Dispositif APESA et déontologie des juges des tribunaux de commerce : prévenir les risques d'atteinte à l'indépendance et à l'impartialité

N° 43

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES PUBLICATIONS | NOTES DE LECTURE

## Notes de lecture

N° 44 - Par Philippe ROUSSEL GALLE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES PUBLICATIONS | CODES DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

## Code des entreprises en difficulté 2025

N° 45

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES PUBLICATIONS | OUVRAGES

## IA générative et professionnels du droit : Comprendre et s'approprier la langue des probables

N° 46

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES TEXTES | VEILLE DES TEXTES

## Du 1er octobre au 20 novembre 2024

N° 47

[Consulter le PDF](#)

## Chronique



JURISPRUDENCE LOCALE

## Jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté

N° 2 - Par Maxime COTTIGNY , Christophe DELATTRE , Marjorie EECKHOUDT , Bertille GHANDOUR , Véronique BOURGNINAUD et Denis VOINOT

[Consulter le PDF](#)

## Commentaires



ASPECTS PROCÉDURAUX | ACTION

## Formalisme de l'assignation du dirigeant poursuivi en sanctions patrimoniales et professionnelles

N° 140 - Par Pierre CAGNOLI

[Consulter le PDF](#)

ASPECTS PROCÉDURAUX | ACTION

## Sanctions patrimoniales : modalités de convocation du dirigeant

N° 141 - Par Pierre CAGNOLI

[Consulter le PDF](#)

ASPECTS PROCÉDURAUX | VOIES DE RECOURS

## Désignation d'un technicien : pas d'appel du jugement

N° 142 - Par Pierre CAGNOLI

[Consulter le PDF](#)

ASPECTS PROCÉDURAUX | VOIES DE RECOURS

### **Admission au passif : appel et indivisibilité du litige**

N° 143 - Par Pierre CAGNOLI

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS EN COURS | CONTRAT D'ENTRAIDE AGRICOLE

### **Le contrat d'entraide agricole est-il un contrat en cours ?**

N° 144 - Par Philippe ROUSSEL GALLE

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS EN COURS | BAIL COMMERCIAL

### **Bail commercial : allongement du délai de répit !**

N° 145 - Par Philippe ROUSSEL GALLE

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS EN COURS | CONTINUATION

### **La continuation des contrats en cours à l'épreuve des opérations sur instruments financiers**

N° 146 - Par Philippe ROUSSEL GALLE

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | APPORTS DE TRÉSORERIE

### **Apports de trésorerie dans le plan : privilège de post money**

N° 147 - Par Corinne SAINT-ALARY-HOUIN

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CRÉANCE ENVIRONNEMENTALE

### **Créances de mise en sécurité des ICPE**

N° 148 - Par Corinne SAINT-ALARY-HOUIN

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | PÉRIODE DE NAISSANCE DE LA CRÉANCE

### **Les créances nées au cours de l'exécution du plan ne sont pas privilégiées**

N° 149 - Par Corinne SAINT-ALARY-HOUIN

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CRITÈRE CHRONOLOGIQUE

### **Naissance à la date de conclusion du contrat de garantie de la créance de remboursement du garant**

N° 150 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CRITÈRE TÉLÉOLOGIQUE

### **Utilité variable des créances fiscales**

N° 151 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CRITÈRE TÉLÉOLOGIQUE

### **Une indemnité transactionnelle peut être privilégiée**

N° 152 - Par Corinne SAINT-ALARY-HOUIN

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CRITÈRE TÉLÉOLOGIQUE

### **Inutilité de la créance de dommages-intérêts**

N° 153 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CRITÈRE CHRONOLOGIQUE

## **Antériorité de la créance de réparation pour un dommage survenu avant l'ouverture de la procédure**

N° 154 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CRITÈRE TÉLÉOLOGIQUE

## **Inutilité de la créance de restitution consécutive à la résolution du contrat**

N° 155 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | PRIVILÈGE DE PROCÉDURE

## **L'auteur de l'exercice du privilège de procédure**

N° 156 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | COMPENSATION

## **Interdiction du paiement par compensation avec une créance de restitution née de l'annulation d'un paiement fait en période suspecte**

N° 157 - Par Corinne SAINT-ALARY-HOUIN

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CRÉANCE IRRÉGULIÈRE

## **La créance de restitution irrégulière est « hors procédure »**

N° 158 - Par Corinne SAINT-ALARY-HOUIN

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CRÉANCE IRRÉGULIÈRE

## **Le créancier non privilégié retrouve son droit de poursuite à la clôture de la procédure**

N° 159 - Par Corinne SAINT-ALARY-HOUIN

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CRÉANCE POSTÉRIEURE INUTILE

## **Les créances postérieures régulières mais « inutiles » doivent être déclarées au passif**

N° 160 - Par Corinne SAINT-ALARY-HOUIN

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CRITÈRE TÉLÉOLOGIQUE

## **La compensation est subordonnée à la déclaration de la créance**

N° 161 - Par Corinne SAINT-ALARY-HOUIN

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CAUTIONNEMENT

## **Le bénéfice de cession d'action ou de subrogation n'est pas applicable à l'aval**

N° 162 - Par Augustin AYNÈS

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CAUTIONNEMENT

## **Déclaration de créance : quelles incidences sur la prescription de l'action de la caution contre la sous-caution ?**

N° 163 - Par Augustin AYNÈS

[Consulter le PDF](#)

CRÉANCIERS POSTÉRIEURS | CAUTIONNEMENT

## **Cautionnement partiel et imputation des paiements**

N° 164 - Par Augustin AYNÈS

[Consulter le PDF](#)

PLANS | ADOPTION DU PLAN DE CONTINUATION

## **Contrôle du respect du meilleur intérêt dans le plan adopté par les classes de parties affectées**

N° 165 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

PLANS | RÉOLUTION DU PLAN DE CONTINUATION

**La violation d'une inaliénabilité décidée dans le plan n'empêche pas la résolution dudit plan**

N° 166 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

PLANS | CONTENU DU PLAN DE CESSION

**La charge de restitution de quotas d'émission de gaz à effet de serre est transmise au cessionnaire**

N° 167 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

PLANS | EXÉCUTION DU PLAN DE CESSION

**Résiliation d'un contrat cédé au cessionnaire en raison de l'inexécution d'une obligation antérieure reprise par celui-ci**

N° 168 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

**La conclusion d'un contrat d'apprentissage constitue un acte de gestion courante ne nécessitant pas l'autorisation du juge-commissaire**

N° 169 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | CONTRAT DE SÉCURISATION PROFESSIONNELLE

**Information du salarié sur la conséquence précise sur l'emploi dans le cadre du contrat de sécurisation professionnelle**

N° 170 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | OBLIGATION DE RECLASSEMENT

**Offre de reclassement : une simple mention d'un éventuel entretien ultérieur ne suffit pas**

N° 171 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | OBLIGATION DE RECLASSEMENT

**Groupe de sociétés : interroger une majorité de sociétés ne suffit pas**

N° 172 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | GARANTIE DES SALAIRES

**Créances couvertes par l'AGS suivant le jugement de liquidation**

N° 173 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL | LICENCIEMENT

**La manifestation de la volonté irrévocable de rompre le contrat de travail avant l'entretien préalable constitue un licenciement verbal**

N° 174 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS CIVILES | FAUTES DE GESTION

**Détournement d'actif sur présomption de l'Administration fiscale**

N° 175 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS CIVILES | PRÉJUDICE INDIVIDUEL D'UN CRÉANCIER

## [Droit propre des créanciers ayant subi un préjudice individuel causé par une faute séparable des fonctions à engager la responsabilité personnelle des dirigeants](#)

N° 176 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS CIVILES | FAILLITE PERSONNELLE

## [Dirigeant dont la démission n'a pas été publiée : motifs impropres à caractériser une gestion de fait](#)

N° 177 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS CIVILES | INTERDICTION DE GÉRER

## [Défaut de déclaration de la cessation des paiements du dirigeant de fait : non-lieu à renvoi d'une QPC](#)

N° 178 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

RESPONSABILITÉ DES TIERS | BANQUIER DISPENSATEUR DE CRÉDIT

## [Réduction des concours bancaires sans respecter de délai de préavis : situation irrémédiablement compromise de la société débitrice](#)

N° 179 - Par Arlette MARTIN-SERF

[Consulter le PDF](#)

### [Dossier](#)



ENVIRONNEMENT

## [Protection de l'environnement et droit des entreprises en difficulté](#)

N° 25 - Par Denis VOINOT

[Consulter le PDF](#)

LIQUIDATION JUDICIAIRE

## [La créance environnementale dans la liquidation judiciaire après la loi Industrie verte](#)

N° 26 - Par Blandine ROLLAND

[Consulter le PDF](#)

ENVIRONNEMENT

## [La cession de sites pollués après la loi Industrie verte : nouvelles interférences avec l'obligation administrative de remise en état](#)

N° 27 - Par David DEHARBE

[Consulter le PDF](#)

ENVIRONNEMENT

## [Le comportement d'un dirigeant d'une entreprise judiciairement liquidée face au droit de l'environnement](#)

N° 28 - Par Christophe DELATTRE

[Consulter le PDF](#)

ENVIRONNEMENT

## [Vers une responsabilité civile pour défaut de soutien d'un partenaire défaillant ?](#)

N° 29 - Par Denis VOINOT

[Consulter le PDF](#)

### [Fiche pratique](#)



PRÊTS

## La déclaration des prêts et des intérêts

N° 4 - Par Michel DI MARTINO

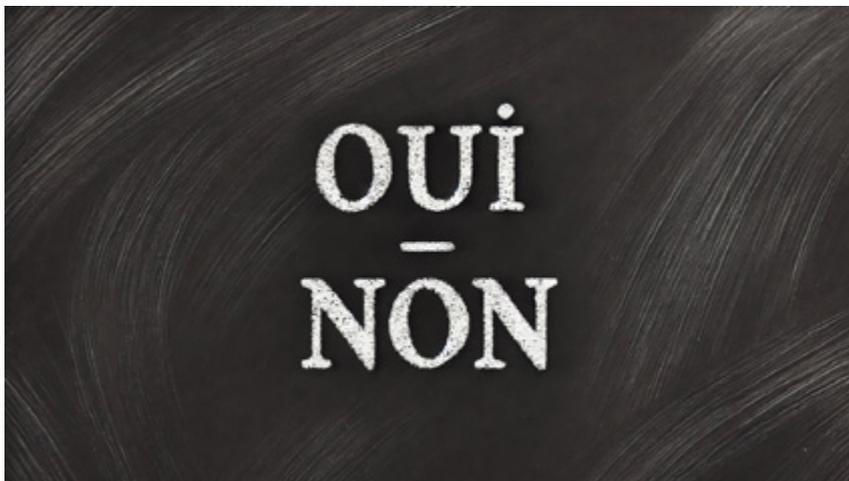
[Consulter le PDF](#)

## À la une

Hypertrophie de la surprise *versus* absence de consentement ? Telle est la question

étude par Carole HARDOUIN-LE GOFF

Plusieurs arguments convainquent juridiquement de la nécessaire intégration de l'absence de consentement dans le texte d'incrimination du viol. En l'état, ce dernier heurte, à plus d'un titre, le principe de la légalité des délits et des peines et fait ici perdre au droit pénal sa portée normative.



OUI  
NON

© Gazette du Palais

## Actualité

## CRFPA : vers une hausse des différentes sources de financement ?

focus

## Technique

## Le contrat de collaboration libérale : en connaître les règles pour éviter les contentieux

étude par Clément BOIROT

## Jurisprudence

## Précisions autour de l'intensité des présomptions de faute et de causalité pesant sur le garagiste

note par Anthony TARDIF  
sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 16 oct. 2024

## Gazette Spécialisée

DROIT DU TRAVAIL  
ET DE LA PROTECTION SOCIALE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

## • Alain SAURET

Président du conseil scientifique de FIDERE Avocats

## • Alexis BUGADA

Professeur à l'université d'Aix-Marseille

## • Geoffroy DE RAINCOURT

Avocat au barreau de Paris, associé gérant, FIDERE Avocats

AVEC LA PARTICIPATION DE

Yvan ANGUI, Mélanie ATINDÉHOU-LAPORTE, Jessica ATTALI-COLAS, Anaëlle CAPPELLARI, Marina DOITHIER, Salira HARIR, Benjamin IVANIER, Pierre LE COHU, Géraud MÉGRET, Thibault PINATEL, Léopoldine ROCHE, Delphine RONET-YAGUE, Vincent ROULET, Sophie SERENO, Christine SIHARATH et Caroline VANULS



## Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense  
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationsclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2025

• Prix TTC au n° : 25,53 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 621,79 € TTC

Recueils + table seuls : 601,37 € TTC

Journal, recueil + table : 832,12 €

Abonnement feuilletable numérique : 264,44 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 699 €

Journal, recueil + table : 899 €

Abonnement feuilletable numérique : 259 €

Internet : [gazette-du-palais.fr](http://gazette-du-palais.fr)

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO<sub>2</sub>



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :  
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,  
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par  
courriel en format word à [redactiongp@lextenso.fr](mailto:redactiongp@lextenso.fr)  
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas  
de page et espaces compris).  
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits  
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon  
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.  
Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant  
unique permettant de retrouver directement l'article  
via un moteur de recherche ou sur [www.labase-lextenso.fr](http://www.labase-lextenso.fr)

## Actualité

- GPL471a5 ■ CRFPA : vers une hausse des différentes sources de financement ? 3
- GPL471d5 ■ Rentrée du barreau de Paris : le bâtonnier Pierre Hoffman défend l'ouverture de la profession sur le monde économique 5
- GPL471d3 ■ Violences et sexisme : la magistrature n'est pas épargnée 6
- GPL471b7 ■ ACE-Avocats, Ensemble : les axes prioritaires de la nouvelle mandature  
entretien avec Yasmine DEVILLE 8

## Technique

- GPL471c1 ■ Le contrat de collaboration libérale : en connaître les règles pour éviter les contentieux  
étude par Clément BOIROT 10

## Doctrine

- GPL470u5 ■ Hypertrophie de la surprise *versus* absence de consentement ?  
Telle est la question  
étude par Carole HARDOUIN-LE GOFF 13

## Jurisprudence

- GPL470j8 ■ Précisions autour de l'intensité des présomptions de faute et de causalité pesant sur le garagiste  
note par Anthony TARDIF sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 16 oct. 2024 17
- GPL470v6 ■ Une responsabilité du fait des actes de gouvernement en trompe-l'œil ?  
note par Maxime CHARITÉ sous CE, ass., avis, 24 oct. 2024 20
- GPL470s9 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation  
par Catherine BERLAUD 23
- GPL470s0 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État  
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 27
- GPL470y9 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme  
par Catherine BERLAUD 30
- GPL470c7 ■ Chronique de jurisprudence de question prioritaire de constitutionnalité  
sous la direction scientifique de Dominique ROUSSEAU  
avec la collaboration de Céline GUIBÉ, Nicolas MICHON, Thomas PEZ-LAVERGNE,  
Coralie RICHAUD et Sylvie SALLES <https://lext.so/GPL470c7>



## Gazette Spécialisée

### DROIT DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE 31

Sous la responsabilité scientifique de  
Alain SAURET, Alexis BUGADA  
et Geoffroy DE RAINCOURT

**DOCTRINE** P. 17

IMMOBILIER

# Le droit de superficie : un droit réel applicable à la division d'un bien immobilier entre propriétaire du fonds et propriétaire de l'espace

par *Laetitia Tranchant***ACTUALITÉS** P. 5

ENTREPRISE

Les décisions des associés d'une SAS doivent réunir au moins la majorité des voix exprimées

IMMOBILIER

La renonciation à la mitoyenneté d'une haie nécessite un acte notarié qui doit être publié au service de la publicité foncière

PROFESSIONS

Retouches mineures de certaines dispositions statutaires de la profession notariale

**PRATIQUE** P. 11

PROFESSIONS

Le notaire à l'épreuve de l'opposition régulière formée par le syndicat des copropriétaires

par *Alban Gratadeix***CHRONIQUES** P. 22

RURAL

Droit rural

par *François Delorme, Didier Krajeski*  
et *Franck Roussel*

## ACTUALITÉS P. 5

### À LA UNE

DEF223f2 ■ Les décisions des associés d'une SAS doivent réunir au moins la majorité des voix exprimées

---

### ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF223e7 ■ La renonciation à la mitoyenneté d'une haie nécessite un acte notarié qui doit être publié au service de la publicité foncière

---

### ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF223e8 ■ La vileté du prix s'apprécie à la date de la promesse de vente et non à celle de la levée de l'option

---

### FAMILLE - PATRIMOINE

DEF223e9 ■ Conditions de la renonciation efficace à l'usufruit

---

### PROFESSION

DEF223f0 ■ Retouches mineures de certaines dispositions statutaires de la profession notariale

---

## PRATIQUE P. 11

### QUESTIONS-RÉPONSES

DEF223b0 ■ Le notaire à l'épreuve de l'opposition régulière formée par le syndicat des copropriétaires par **Alban Gratadeix**

---

## DOCTRINE P. 17

DEF222x0 ■ Le droit de superficie : un droit réel applicable à la division d'un bien immobilier entre propriétaire du fonds et propriétaire de l'espace par **Laetitia Tranchant**

---

## CHRONIQUES P. 22

DEF223a9 ■ Droit rural par **François Delorme, Didier Krajeski** et **Franck Roussel**

---

## VIE PRO P. 30

---

## OFFRES ET DEMANDES P. 34

---

## INDICES P. 36

---